

Liban : « Que l'armée israélienne ou le Hezbollah tirent sur la Finul n'est pas une nouveauté, ça a toujours existé »

Propos recueillis par Céline Lussato

Publié le 15 octobre 2024 à 18h17, mis à jour le 16 octobre 2024 à 9h58



AFP

Lire plus tard Commenter Google Actualités Partager

Offrir cet article

Temps de lecture : 9 min. | ABONNÉ

Entretien Le ton monte entre l'Etat hébreu et la Finul, la Force d'interposition onusienne, après que cinq casques bleus ont été blessés par des tirs israéliens. L'historien Pierre Razoux revient sur le contexte et les conséquences possibles de ce pic de tension loin d'être inédit.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU s'est dit lundi « très inquiet » après que cinq soldats de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) ont été blessés par l'armée israélienne qui mène des opérations militaires contre le Hezbollah dans le sud du pays. La Finul, déployée pour faire tampon avec Israël, a dénoncé de son côté des « violations choquantes » d'Israël contre ses positions, faisant état notamment d'une entrée « en force » le 13 octobre, de deux chars israéliens dans l'une d'entre elles.

A lire aussi

Vidéo Guerre au Proche-Orient : origine, mission... Qu'est-ce que la Finul, cette force de l'ONU déployée entre le Liban et Israël ? EN ACCÈS LIBRE

La tension entre Israël et les Nations unies a monté d'un cran supplémentaire lorsque le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a nié que Tsahal ait ciblé la Force onusienne avant d'appeler les casques bleus à se retirer de certaines zones proches de la frontière. Une demande fermement rejetée par le chef de la Finul, Jean-Pierre Lacroix. Jusqu'où les tensions entre l'Etat hébreu et les instances onusiennes peuvent-elles aller ? La Finul a-t-elle toujours un rôle à jouer ? Quelles conséquences cette situation peut-elle avoir sur le Liban ? Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES) et auteur de « Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne » (Perrin) a répondu à nos questions.

Publicité

Le commerce ça te bouge ! Participez aux Rencontres des Métiers du Commerce du 9 au 23 octobre 2024

Comment expliquer que les tensions entre Israël et les Nations unies en arrivent à un tel point ?

Pierre Razoux Ce n'est pas la première fois qu'Israël intervient militairement au Liban, on pourrait même parler d'un phénomène récurrent. Hors opérations spéciales, la première fois remonte à 1978 lors de l'opération Litani. La Force intérimaire des Nations unies au Liban, la Finul, est alors créée. Puis, en 1982, Israël lance l'opération « Paix en Galilée » et occupe alors une partie du sud du Liban et de la façade maritime du pays jusqu'à Beyrouth avant de se retirer en 1985, pour 15 ans, sur le sud du pays créant une « bande tampon de sécurité » à la frontière israélienne. En 2000, Israël décide un retrait unilatéral que le Hezbollah présente comme une victoire symbolique, politique et militaire. Le mouvement chiite libanais souhaite en tirer profit et organise en 2006 une incursion en territoire israélien au cours de laquelle ils capturent deux soldats israéliens. La riposte israélienne est alors particulièrement lourde. Son armée pilonne littéralement toutes les positions du Hezbollah, y compris dans les quartiers sud de Beyrouth, et intervient au sol en franchissant la frontière. Trois divisions sont lancées à l'assaut des positions terrestres du Hezbollah notamment dans la fameuse ancienne « bande tampon » qu'Israël contrôlait jusqu'en 2000.

Cette nouvelle guerre va amener le Conseil de Sécurité des Nations unies à adopter la résolution 1701 qui renforce la Finul avec un mandat beaucoup plus robuste, un effectif plus important et l'obligation faite au gouvernement libanais de désarmer les milices, ce qu'il ne réussira, ou ne voudra, jamais réaliser. Avec la recrudescence des tirs du Hezbollah sur le nord d'Israël après le 7 octobre 2023, les Israéliens comprennent que l'insertion de leur pays dans la région grâce aux accords d'Abraham, promise par le Premier ministre Benjamin Netanyahu, est plus compliquée que ce qu'ils pensaient, qu'une majorité de la population arabe, et palestinienne évidemment, souhaite toujours la fin d'Israël.

Traumatisés par les massacres du 7 octobre, ils craignent que le Hezbollah lance le même type d'opération à partir de la frontière nord, c'est-à-dire s'infilte en territoire israélien, commette des massacres, prenne en otage de nombreux Israéliens, et que le cauchemar recommence. Le gouvernement israélien décide donc de lancer des opérations en vue d'affaiblir la branche militaire du Hezbollah au Liban. Dans un premier temps, ils frappent en riposte aux attaques du mouvement chiite sans esprit d'escalade. Puis à partir de janvier, constatant que ni le Hezbollah ni l'Iran ne souhaitent une guerre régionale, Israël accroît l'intensité des frappes entraînant de plus fortes ripostes de la milice chiite. Le gouvernement israélien avait fait connaître à la communauté internationale et notamment aux membres permanents du Conseil de Sécurité, les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, la Russie et la Chine et ceux qui sont influents aux Nations unies, que si la communauté internationale était incapable de convaincre par la voie diplomatique le gouvernement libanais de faire appliquer la résolution 1701, ils s'en chargeraient militairement. C'est donc ce qu'ils ont fait.

Comment se fait-il que les Israéliens tirent sur les positions des soldats de la Finul ?

Les tensions entre Israël et la Finul, mais aussi entre la Finul et le Hezbollah n'ont jamais cessé. Que l'armée israélienne ou le Hezbollah tirent sur la Finul n'est pas une nouveauté, ça a toujours existé. Le 18 avril 1996, lors de l'opération « Rains de la Colère », sous Shimon Peres pourtant Premier ministre de gauche, l'artillerie israélienne avait lourdement bombardé une position de la Finul dans le village de Cana, tuant 106 civils qui étaient sous protection de casques bleus fidjiens. Comme à chaque fois, l'enquête au sein de l'armée israélienne a conclu à une erreur de tir, bavure qui en général n'arrive qu'à l'encontre de contingents qu'on pourrait qualifier de non cruciaux, plutôt des Fidjiens que des Français ou des Italiens, des soldats de pays qui n'émettent peut-être pas de protestations trop virulentes. Cela dit, je me dois de rappeler que le 9 janvier 2005, un officier supérieur français, le commandant Jean-Louis Vallet, en mission d'observation de la ligne bleue (marquant la frontière au moment du cessez-le-feu), a été tué par un tir de char Merkava israélien. L'événement avait alors été peu médiatisé.

Depuis le 7 octobre, les Israéliens n'ont plus aucune confiance dans les instances de l'ONU, notamment en raison du rôle estimé trouble de l'Unrwa, l'organisation des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, mais aussi des déclarations disons ambiguës d'un certain nombre de responsables onusiens. Des bâtimens onusiens ont également été touchés par des tirs israéliens à Gaza dans l'année écoulée. La tension n'a cessé de monter entre Israël et les Nations unies, à tel point que le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres est persona non grata en Israël [Le ministre israélien des Affaires étrangères Israël Katz a déclaré le 2 octobre : « Quiconque ne peut condamner sans équivoque l'attaque odieuse de l'Iran contre Israël ne mérite pas de fouler le sol israélien » NDLR]. A cela ajoutons que la Finul apparaît depuis des années pour les Israéliens comme un bouclier derrière lequel s'abritent les combattants du Hezbollah, voire une partie de la population du Sud Liban favorable au Hezbollah. La tension n'a donc cessé de monter jusqu'aux déclarations du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ce week-end qui a demandé ouvertement au secrétaire général des Nations unies de retirer carrément la Finul afin qu'il n'y ait plus d'obstacles entre le Hezbollah et l'armée israélienne.

A lire aussi

Récit « Si la guerre doit durer deux ans, trois ans... » Les failles de l'armée israélienne face à un conflit qui s'éternise ABONNÉ

De fait, l'armée israélienne et le Hezbollah considèrent la Finul, soit comme un bouclier, soit comme un obstacle, soit comme le témoin de ce qu'il se passe. Tant qu'il n'y avait pas d'opérations israéliennes au sol, les deux parties pouvaient avoir un intérêt à ce que des observateurs neutres témoignent des violations éventuelles de l'adversaire. A partir du moment où une des deux parties, en l'occurrence Israël, décide d'occuper le terrain pour en chasser l'autre, le regard porté sur la Finul par les deux parties change.

La mission de la Finul semble totalement vaine. Comment s'interposer entre Israël et le Hezbollah ?

S'interposer ne signifie pas maintenir la paix mais se mettre sur la ligne de cessez-le-feu pour observer de part et d'autre le comportement des acteurs et rapporter toute violation du cessez-le-feu. La particularité de la Finul est d'avoir une cellule de liaison avec des officiers supérieurs qui font le lien entre l'armée israélienne et les forces armées libanaises. Les deux entités ne discutent pas directement puisqu'ils sont techniquement en état de guerre : il n'y a jamais eu de traité de paix depuis 1948 [date de la création d'Israël, NDLR].

A lire aussi

Récit 14 mai 1948 : Ben Gourion proclame la « création d'un Etat juif en terre d'Israël » ABONNÉ

Les deux Etats ne souhaitent pas, généralement, entrer en guerre. Il faut vraiment que la tension soit très forte, que la pression politique soit vraiment élevée, pour qu'une guerre éclate. Dans le cas présent, c'est évidemment le poids des réfugiés israéliens [environ 60 000] qui ont dû fuir leur domicile sous les tirs du Hezbollah qui explique l'opération militaire de Tsahal. Le retour de l'idée du principe d'une zone tampon est d'ailleurs directement lié à l'origine de l'opération car elle permettrait d'empêcher physiquement toute infiltration de commandos du Hezbollah contre la partie nord d'Israël. Les Israéliens commencent d'ailleurs beaucoup sur les tunnels démolis, les arsenaux d'armes légères, tous les éléments destinés à des éventuelles incursions en territoire israélien. En revanche, elle ne mettrait pas fin aux bombardements qui pourraient être tirés de positions plus au nord mais les Israéliens savent pouvoir compter sur leur défense antimissile.

Des mesures peuvent-elles être prises à l'encontre d'Israël par les Nations unies ?

Seul le Conseil de Sécurité peut prendre une décision lourde comme le retrait de la Finul, mais les pays membres ont prolongé son mandat il y a quelques mois seulement connaissant très bien les risques et le contexte. Cela paraît donc très peu probable. Les déclarations russes, chinoises, françaises et même américaines disant à Israël, « vous êtes comptables du sort des soldats de la Finul » montrent que les membres du Conseil de Sécurité pourraient mettre l'Etat hébreu devant ses responsabilités en cas d'incident grave. Le Conseil de Sécurité peut prendre des mesures contre un Etat qui en agresse un autre. Cela peut passer par des sanctions ou aller jusqu'à l'intervention armée. Ce fut le cas contre l'Irak de Saddam Hussein lors de l'attaque du Koweït en 1991. Mais il s'agit de décisions hautement politiques. Et il faut prendre en compte le contexte : Israël est au bord de l'affrontement direct avec l'Iran qui essaye par tous les moyens de l'isoler sur la scène internationale. Le monde attend de voir comment la poussée va retomber après la dernière attaque iranienne le 1er octobre. Autrement dit, aucun Etat membre permanente du Conseil de Sécurité ne souhaite prendre d'initiative hasardeuse avant que les choses ne soient devenues claires sur le plan régional.

A lire aussi

Analyse Guerre au Proche-Orient : Téhéran pris à son propre piège ABONNÉ

Les Etats qui fournissent des soldats au contingent de la Finul peuvent-ils agir de leur côté ? Paris a convoqué l'ambassadeur israélien. Mais cela peut-il aller au-delà ? Peuvent-ils par exemple rappeler leurs soldats ?

Les contingents d'observateurs dépendent directement des Nations unies. Pour les retirer, il faut une décision des Nations unies. Le pays souhaitant retirer son contingent doit demander au Conseil de Sécurité l'autorisation de retirer ses hommes puisque ses troupes ont été placées sous commandement des Nations unies. Retirer son contingent ce serait d'une certaine manière militer pour le retrait total de la Finul et je ne vois vraiment pas la France prendre cette voie. Pour les Nations unies, il est plus que jamais nécessaire d'avoir des observateurs dans la région.

Dans ce contexte, que font les forces armées libanaises ?

Le gouvernement libanais a ordonné la retraite israélienne pour les faire se replier loin des lieux des combats. Le but est d'éviter qu'elles soient prises en étau entre Israël et le Hezbollah. L'armée libanaise est exsangue, son budget a été réduit au minimum et, contrairement à ce qu'elle était pendant la guerre civile [1975-1990], c'est désormais une armée multiconfessionnelle. Chaque brigade regroupe des soldats de toutes les communautés, vous avez donc des chiites, potentiellement des membres ou des sympathisants du Hezbollah, dans chaque unité. Dans ce contexte, cela pose évidemment un problème aux dirigeants libanais, car durant des années, c'est le Hezbollah qui s'est présenté comme le seul acteur capable de tenir tête à Israël. De son côté, l'armée régulière en est réduite à se retirer, révélant la faillite de l'Etat libanais à la fois incapable de mettre au pas le Hezbollah ou d'imposer un Etat centralisé réel, d'assumer la souveraineté sur l'ensemble de son territoire. Finalement, l'espoir pour le Liban serait que la branche militaire et le Hezbollah sorte considérablement affaiblie de cette séquence et que l'Iran diminue fortement son soutien à la milice chiite, ce qui pourrait permettre à l'Etat libanais de rétablir son autorité sur l'ensemble du Liban et notamment au sud.

A lire aussi

Récit « Combien de temps la guerre va-t-elle encore durer ? », l'inquiétude de la communauté franco-libanaise ABONNÉ

Pensez-vous que l'Etat hébreu souhaite occuper durablement le sud Liban ?

L'objectif n'est pas d'y être militairement présent sur une longue durée. Les militaires israéliens souhaitent terminer ce qu'ils ont commencé c'est-à-dire littéralement détruire tout ce qui peut être utilisé à des fins militaires par le Hezbollah sur cette bande de terre frontalière : bunkers, caves, tunnels... C'est aussi, très certainement, d'empêcher le retour dans cette zone de la population libanaise, donc du Hezbollah. Leur objectif à mon avis est de créer une zone tampon, plus étroite que la zone occupée jusqu'en 2000, en vue de la transformer en une sorte de DMZ [l'étroite bande de terre servant de zone tampon entre la Corée du Nord et la Corée du Sud créée en 1953], une zone interdite, sans aucun soldat israélien mais piégée, minée, de telle sorte que le Hezbollah ne puisse plus s'infiltrer en territoire israélien.

La Finul pourrait-elle poursuivre sa mission dans ces conditions ?

Oui, à condition sans doute que le Conseil de Sécurité modifie son mandat.

Propos recueillis par Céline Lussato